

CHILI



19 septembre 2018



Possibilités de révision des condamnations pénales

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Cadre juridique des possibilités de révision des condamnations	3
1.1. Dans le droit chilien	3
1.1.1. Les recours.....	3
1.1.2. La prescription.....	4
1.2. Dans le droit interaméricain.....	5
2. Les précédents.....	5
2.1. Mauricio Hernandez Norambuena	5
2.2. Enrique Villanueva Molina.....	6
Bibliographie.....	8

Résumé : Plusieurs possibilités de révision des condamnations sont prévues par le droit chilien notamment à travers les différents types de recours, devant généralement être déposés peu de temps après le jugement, ou au cours du procès. Les dispositions concernant les délais de prescription de l'action publique et de la peine peuvent également être avancées. L'article 103 du code pénal permet quant à lui de réduire la peine lorsque l'accusé se présente et que plus de la moitié du délai de prescription est écoulé. Ce dernier a été utilisé par la défense de deux anciens membres du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), accusées d'avoir participé à l'assassinat du sénateur Jaime Guzman (1991).

Abstract: Several possibilities for conviction review are provided for by Chilean law, in particular through the various types of appeal, usually to be filed shortly after the judgment or during the trial. Provisions on time limits for prosecution and sentence may also be advanced. Article 103 of the Criminal Code makes it possible to reduce the sentence. It was used by the lawyers of two former members of the Manuel Rodriguez Patriotic Front (FPMR) accused of having participated in the assassination of Jaime Guzman (1991).

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Cadre juridique des possibilités de révision des condamnations

1.1. Dans le droit chilien

1.1.1. Les recours

Plusieurs possibilités de recours contre des peines sont envisagées dans le code de procédure pénale chilien :

- **Révision de la décision** (“recurso de reposicion”)¹ : ce recours permet de demander le réexamen d’une décision rendue par un tribunal pendant le procès² ou après³, en raison de nouveaux éléments. Il doit être demandé au maximum trois jours après le jugement ou immédiatement s’il est déposé pendant le jugement⁴.
- **Appel du jugement** (“recurso de apelación”/ “recurso de queja”)⁵ : ce recours permet d’attaquer le jugement rendu par un tribunal⁶. Le délai d’appel à compter de la notification de la décision est de cinq jours⁷.
- **Annulation d’un acte de la procédure pénale** (“recurso de nulidad”)⁸ : ce recours permet d’invalider la sentence finale d’un tribunal en invoquant différents motifs (voir *infra*)⁹. Il peut être formé dans le cas où le procès ou le jugement porte atteinte aux droits et aux garanties de l’accusé¹⁰. La juridiction compétente sur la base de ce motif est alors la Cour suprême¹¹. Il peut également concerner une application erronée du droit¹², un jugement prononcé par un tribunal considéré comme étant incompétent ou non composé de juges nommés par la loi, ou encore une décision prise par un juge impliqué dans l’affaire¹³. La juridiction compétente pour ces cas est alors la cour d’appel¹⁴. Le recours doit être déposé dans un délai de dix jours à compter de la notification du jugement définitif auprès de la juridiction concernée¹⁵.
- **Recours contre une décision et contre un juge en particulier** (“recurso de queja”) : ce mécanisme de révision permet à un tribunal de confirmer ou d’infirmar la décision contestée, et d’exercer un contrôle disciplinaire sur le juge qui a rendu cette décision et qui peut alors faire l’objet de sanctions¹⁶.

¹ Titre 2, Livre 3, *Code de procédure pénale*, [url](#)

² *Ibid.*, article 362.

³ *Ibid.*, article 363.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, titre 3.

⁶ *Ibid.*, article 370.

⁷ *Ibid.*, article 367.

⁸ *Ibid.*, Titre 4.

⁹ *Ibid.*, article 372.

¹⁰ *Ibid.*, article 373, Titre 2.

¹¹ *Ibid.*, article 376.

¹² *Ibid.*, article 373.

¹³ *Ibid.*, article 374.

¹⁴ *Ibid.*, article 376.

¹⁵ *Ibid.*, article 372.

¹⁶ *El Mercurio*, “Recurso de queja”, 12/04/2017, [url](#)

Selon plusieurs sources médiatiques, des personnes impliquées dans l'assassinat du sénateur de Jaime Guzman en 1991 ont été condamnées sur la base de deux lois particulières :

- La loi n°12927 sur la sécurité intérieure de l'Etat (notamment l'article 4 de cette loi)¹⁷

Elle prévoit la possibilité d'attaquer le jugement par la voie de l'appel dans un délai de vingt-quatre heures après le jugement de première instance. Le tribunal de seconde instance a alors un délai de six jours pour se prononcer.

- La loi n°18314 sur les conduites terroristes (plus particulièrement les articles 1 et 2 de cette loi)¹⁸

1.1.2. La prescription

Le délai de **prescription de l'action publique**¹⁹ est de quinze ans pour les crimes punis par une peine d'emprisonnement à perpétuité, de dix ans pour les autres crimes, de cinq ans pour les délits et de six mois pour les infractions²⁰. La prescription de l'action publique commence à courir le jour où l'infraction est commise²¹. Le délai de prescription peut être interrompu dans le cas où la personne commet à nouveau un crime ou un délit²².

Le délai de **prescription de la peine**²³ est de quinze ans pour les crimes punis par une peine à perpétuité, de dix ans pour les autres crimes, de cinq ans pour les délits et de six mois pour les infractions²⁴. La prescription de la peine commence à courir à partir de la date de condamnation ou à partir de la date de violation de la peine dans le cas où elle avait commencé à être purgée²⁵. Plusieurs cas peuvent modifier ou interrompre le délai de prescription :

- lorsque le condamné commet un nouveau crime ou un délit²⁶ ;
- lorsque le condamné n'est pas sur le territoire national. Dans ce cas, un jour de prescription équivaut à deux jours passés à l'étranger²⁷.

Selon **l'article 103 du code pénal chilien**, si le responsable d'un crime ou d'un délit se présente avant la fin du délai de prescription de l'action pénale ou de la peine, et que la moitié du délai de prescription s'est déjà écoulée, le tribunal doit le prendre en compte²⁸. Il doit alors considérer que le cas revêt « deux ou plusieurs circonstances atténuantes très qualifiées » et aucune circonstance aggravante, et se référer aux dispositions des articles 65²⁹, 66, 67 et 68 du code pénal pour réduire³⁰ ou imposer la peine³¹. Cette

¹⁷ Chile, Ministerio del Interior, *Ley 12927*, 06/08/1958, [url](#)

¹⁸ Chili, Ministerio del Interior, *Ley 18314*, 17/05/1984, [url](#)

¹⁹ La prescription de l'action publique désigne l'extinction du droit de poursuivre après l'écoulement d'un certain délai.

²⁰ Article 94, Titre 5, Livre 1, *Code pénal*, [url](#)

²¹ *Ibid.*, article 95.

²² *Ibid.*, article 96.

²³ La prescription de la peine désigne le délai à l'expiration duquel la mise en exécution de la peine n'est plus possible.

²⁴ Article 97, Titre 5, Livre 1, *Code pénal*, [url](#)

²⁵ *Ibid.*, article 98.

²⁶ *Ibid.*, article 99.

²⁷ *Ibid.*, article 100.

²⁸ *Ibid.*, article 103.

²⁹ En effet, selon l'article 65 du code pénal, une peine peut être réduite lorsqu'il existe au moins deux circonstances atténuantes et qu'il n'y a pas de circonstance aggravante. Article 65, §IV, Livre 1, Code pénal, [url](#)

mesure est couramment désignée par l'expression "**media prescripcion**" par les sources publiques consultées³².

1.2. Dans le droit interaméricain

Le Chili est un Etat membre de l'Organisation des Etats américaines (OEA)³³. Il peut donc être visé par une pétition individuelle, déposée auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et invoquant : « la violation de droits humains garantis par la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, par la Convention américaine relative aux droits de l'homme ainsi que par d'autres traités interaméricains portant sur les droits humains »³⁴.

2. Les précédents

2.1. Mauricio Hernandez Norambuena

Ancien membre du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), Mauricio Hernandez Norambuena a été arrêté en 1993. Il est considéré comme l'un des auteurs intellectuels de l'assassinat du sénateur Jaime Guzman et a été accusé d'avoir participé à l'enlèvement de Cristian Edwards del Rio³⁵. Il a été condamné en 1994 à une double peine d'emprisonnement à perpétuité. Il s'est échappé en 1996, puis a été arrêté en 2002 au Brésil pour un autre crime. Au mois de décembre 2016, le juge d'instruction Mario Carozza a accepté la demande de l'avocat chilien de Mauricio Hernandez Norambuena, Alberto Espinoza, de réduire les deux peines d'emprisonnement à perpétuité à quinze ans et un jour chacune³⁶. En effet, plusieurs sources médiatiques ont relayé l'argumentaire de l'avocat qui se référait alors au principe de la "media prescripción" (voir *supra*)³⁷. Selon ce dernier, la peine pouvait être réduite d'un ou plusieurs degrés étant donné que plus de la moitié du délai de prescription de la peine s'était écoulé : six années entre la date de son évasion en 1996 et son arrestation au Brésil en 2002, auxquelles il ajoutait les sept ans et demi (calculés selon la règle de l'article 100 du code pénal – voir *supra*) écoulés entre 2002 (qui prouve sa présence à l'étranger) et la date du 13 décembre 2016³⁸.

³⁰ L'échelle des peines est disponible à l'article 59 du code pénal. Escale numero 1, Article 59, §IV, Livre 1, *Code pénal*, [url](#)

³¹ Article 103, Titre 5, Livre 1, *Code pénal*, [url](#)

³² *Clarín*, "Mauricio Hernandez Norambuena : un paso hacia la extradición", 31/12/2016, [url](#) ; *The Clinic*, "Rebajan pena al 'comandante' Ramiro, condenado por crimen de Jaime Guzman y secuestro de Cristian Edwards", 13/12/2016, [url](#) ; *T13*, "Juez Carroza rebaja pena a ex frentista condenado por asesinato de Jaime Guzman", 13/12/2016, [url](#)

³³ Commission interaméricaine des droits de l'homme, *Brochure d'information*, Système de pétitions et affaires, 2010, p.4., [url](#)

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *The Clinic*, "Rebajan pena al 'comandante' Ramiro, condenado por crimen de Jaime Guzman y secuestro de Cristian Edwards", 13/12/2016, [url](#)

³⁶ *Clarín*, "Mauricio Hernandez Norambuena : un paso hacia la extradición", 31/12/2016, [url](#) ; *T13*, "Juez Carroza rebaja pena a ex frentista condenado por asesinato de Jaime Guzman", 13/12/2016, [url](#) ; *El ciudadano*, "Antonio Fernando Moreira, abogado brasileno del 'Comandante Ramiro': 'La ultima palabra la tiene Michelle Bachelet'", 12/11/2017, [url](#)

³⁷ *Clarín*, "Mauricio Hernandez Norambuena : un paso hacia la extradición", 31/12/2016, [url](#) ; *The Clinic*, "Rebajan pena al 'comandante' Ramiro, condenado por crimen de Jaime Guzman y secuestro de Cristian Edwards", 13/12/2016, [url](#)

³⁸ *Clarín*, "Mauricio Hernandez Norambuena : un paso hacia la extradición", 31/12/2016, [url](#)

Selon plusieurs sources médiatiques, la décision du juge Mario Carozza a alors rejeté les critiques portées à l'attention du ministère de l'Intérieur par le Conseil de la défense de l'Etat (*Consejo de Defensa del Estado* – CDE), l'Union démocrate indépendante (*Union democrata independiente* - UDI), le procureur et la famille du sénateur Jaime Guzman³⁹. Selon ces derniers, le délai de prescription du crime a été interrompu puisque Mauricio Hernandez Norambuena a été accusé d'un autre crime à l'étranger⁴⁰. Toujours selon le quotidien argentin *Clarín*, ils ont également invoqué le fait que l'assassinat du sénateur Jaime Guzman devait être considéré comme un crime contre l'humanité⁴¹.

L'UDI a attaqué la décision du juge Mario Carozza par la voie de l'appel⁴² et a saisi la Cour d'appel de Santiago qui a rétabli, en juillet 2017, la double peine d'emprisonnement à perpétuité de Mauricio Hernandez Norambuena⁴³. Au mois d'août 2017, la Cour suprême a confirmé ce jugement⁴⁴.

2.2. Enrique Villanueva Molina

Ancien membre du FPMR, Enrique Villanueva Molina a été accusé d'avoir participé à l'assassinat du sénateur Jaime Guzman, en tant qu'auteur intellectuel. Au mois d'août 2014, il a été condamné par le juge Mario Carozza à cinq ans de probation⁴⁵. Le juge justifiait sa décision par le principe de la « *media prescripción* » (voir *supra*)⁴⁶. Son avocat, Roberto Celedon a alors contesté le jugement par la voie de l'appel. Selon plusieurs sources médiatiques chiliennes, la défense d'Enrique Villanueva Molina s'appuyait notamment sur la prescription complète de la responsabilité pénale⁴⁷. En 2015, il a été condamné par la huitième chambre de la Cour d'appel de Santiago à une peine d'emprisonnement à perpétuité simple, c'est-à-dire à une peine de 20 ans d'emprisonnement effectif⁴⁸. La défense d'Enrique Villanueva a alors déposé en octobre 2015 un "recurso de queja" (voir *supra*) devant la Cour suprême pour contester la décision du juge Juan Cristobal Mera et dénoncer les vices de procédure⁴⁹. Le 16 janvier 2016, la deuxième chambre de la Cour suprême à l'unanimité a infirmé le jugement du

³⁹ *Clarín*, "Mauricio Hernandez Norambuena : un paso hacia la extradición", 31/12/2016, [url](#) ; *El ciudadano*, "Antonio Fernando Moreira, abogado brasileno del "Comandante Ramiro": "La ultima palabra la tiene Michelle Bachelet"", 12/11/2017, [url](#)

⁴⁰ *Clarín*, "Mauricio Hernandez Norambuena : un paso hacia la extradición", 31/12/2016, [url](#)

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *The Clinic*, "Rebajan pena al 'comandante' Ramiro, condenado por crimen de Jaime Guzman y secuestro de Cristian Edwards", 13/12/2016, [url](#)

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Emol*, "Ex frentista es condenado a cinco anos de libertad vigilada pro crimen de Jaime Guzman", 11/08/2014, [url](#) ; *DiarioUchile*, "Enrique Villanueva : "Este es un juicio y una persecución absolutamente política", 22/08/2015, [url](#) ; *El desconcierto*, "Quien asesino a Jaime Guzman? Las tesis y contradicciones a 25 anos de su muerte", 01/04/2016, [url](#)

⁴⁶ *Emol*, "Ex frentista es condenado a cinco anos de libertad vigilada pro crimen de Jaime Guzman", 11/08/2014, [url](#)

⁴⁷ *Duna*, "A 5 anos de pena remitida fue condenado ex frentista por muerte de Jaime Guzman", 11/08/2014, [url](#) ; *Emol*, "Ex frentista es condenado a cinco anos de libertad vigilada pro crimen de Jaime Guzman", 11/08/2014, [url](#)

⁴⁸ *DiarioUchile*, "Enrique Villanueva presenta recurso frente a querrela por el caso Guzman", 25/08/2015, [url](#) ; *DiarioUchile*, "Enrique Villanueva : "Este es un juicio y una persecución absolutamente política", 22/08/2015, [url](#) ; *La Tercera*, "El destino de los ex-frentistas del caso Guzman", 02/12/2017, [url](#) ; *El desconcierto*, "Quien asesino a Jaime Guzman? Las tesis y contradicciones a 25 anos de su muerte", 01/04/2016, [url](#) ; *La Tercera*, "Caso Guzman : Corte rechaza prescripción parcial y condena a cadena perpetua a ex frentista", s. d., [url](#)

⁴⁹ *DiarioUchile*, "Enrique Villanueva : "Este es un juicio y una persecución absolutamente política", 22/08/2015, [url](#) ; Enrique Villanueva M., "Nuestra lucha por la verdad", *Piensa Chile*, 05/10/2015, [url](#)

tribunal de seconde instance et a rétabli la décision du juge Mario Carozza (cinq ans de probation)⁵⁰.

⁵⁰ *24horas*, "Corte acoge recurso y reduce la condena de acusado del homicidio de Jaime Guzman", 22/01/2016, [url](#) ; Enrique Villanueva M., "Corte suprema : "...solo con falta o abuso grave se pudo llegar a una sentencia condenatoria", *Piensa Chile*, 06/02/2016, [url](#) ; *La Tercera*, "El destino de los ex-frentistas del caso Guzman", 02/12/2017, [url](#) ; *El desconcierto*, "Quien asesino a Jaime Guzman? Las tesis y contradicciones a 25 anos de su muerte", 01/04/2016, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés entre le 14/09/2018 et le 19/09/2018.

Textes législatifs

Chili, ministère de la Justice, *Código Procesal penal*, 12/10/2000,
<https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=176595>

Chili, ministère de l'Intérieur, *Ley 18314*, 17/05/1984,
<https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=29731>

Chili, ministère de l'Intérieur, *Ley 12927*, 06/08/1958,
<https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=27292>

Chili, ministère de la Justice, *Código Penal*, 12/11/1874,
<https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=1984>

Organisation intergouvernementale

Commission interaméricaine des droits de l'homme, *Brochure d'information*, Système de pétitions et affaires, 2010, 40 p.,
http://www.oas.org/es/cidh/docs/folleto/CIDHFolleto_fr.pdf

Médias

La Tercera, "El destino de los ex-frentistas del caso Guzman", 02/12/2017,
<http://www2.latercera.com/noticia/destino-los-ex-frentistas-del-caso-guzman/>

El ciudadano, "Antonio Fernando Moreira, abogado brasileno del "Comandante Ramiro": "La ultima palabra la tiene Michelle Bachelet"", 12/11/2017,
<https://www.elciudadano.cl/justicia/antonio-fernando-moreira-abogado-brasileno-del-comandante-ramiro-la-ultima-palabra-la-tiene-michelle-bachelet/11/12/>

T13, "Corte suprema mantiene cadenas perpetuas del 'Comandante Ramiro'", 10/08/2017,
<http://www.t13.cl/noticia/nacional/corte-suprema-mantiene-cadenas-perpetuas-del-comandante-ramiro>

El Mercurio, "Recurso de queja", 12/04/2017,
<http://www.elmercurio.com/blogs/2017/04/12/50259/Recurso-de-queja.aspx>

DiarioUchile, "En suspenso extradición a Chile de Mauricio Hernandez Norambuena", 15/01/2017,
<https://radio.uchile.cl/2017/01/15/en-suspenso-extradicion-a-chile-de-mauricio-hernandez-norambuena/>

Clarín, "Mauricio Hernandez Norambuena : un paso hacia la extradición", 31/12/2016,
<http://www.elclarin.cl/web/entrevistas/21085-mauricio-hernandez-norambuena.html>

T13, "Juez Carroza rebaja pena a ex frentista condenado por asesinato de Jaime Guzman", 13/12/2016, <http://www.t13.cl/noticia/politica/juez-carroza-rebaja-pena-ex-frentista-condenado-asesinato-jaime-guzman>

La Tercera, "Juez Carroza rebaja pena al "comandante Ramiro" a 30 anos", 13/12/2016, <http://www2.latercera.com/noticia/rebajan-pena-al-comandante-ramiro-condenado-homicidio-jaime-guzman-secuestro-edwards/>

The Clinic, "Rebajan pena al 'comandante' Ramiro, condenado por crimen de Jaime Guzman y secuestro de Cristian Edwards", 13/12/2016, <http://www.theclinic.cl/2016/12/13/rebajan-pena-al-comandante-ramiro-condenado-por-crimen-de-jaime-guzman-y-secuestro-de-cristian-edwards/>

El desconcierto, "Quien asesino a Jaime Guzman? Las tesis y contradicciones a 25 anos de su muerte", 01/04/2016, <http://www.eldesconcierto.cl/2016/04/01/quien-asesino-a-jaime-guzman-las-tesis-y-contradicciones-a-25-anos-de-su-muerte/>

Enrique Villanueva M., "Corte suprema : "...solo con falta o abuso grave se pudo llegar a una sentencia condenatoria", *Piensa Chile*, 06/02/2016, <http://piensachile.com/2016/02/seguiremos-esta-lucha-por-la-justicia-y-la-dignidad/>

24horas, "Corte acoge recurso y reduce la condena de acusado del homicidio de Jaime Guzman", 22/01/2016, <https://www.24horas.cl/nacional/corte-acoge-recurso-y-reduce-la-condena-de-acusado-del-homicidio-de-jaime-guzman-1909652>

Enrique Villanueva M., "Nuestra lucha por la verdad", *Piensa Chile*, 05/10/2015, <http://piensachile.com/2015/10/nuestra-lucha-por-la-verdad/>

DiarioUchile, "Enrique Villanueva presenta recurso frente a querrela por el caso Guzman", 25/08/2015, <http://radio.uchile.cl/2015/08/25/enrique-villanueva-presenta-recurso-frente-a-querrela-por-el-caso-guzman/>

DiarioUchile, "Enrique Villanueva: "Este es un juicio y una persecución absolutamente política", 22/08/2015, <https://radio.uchile.cl/2015/08/22/enrique-villanueva-este-es-un-juicio-y-una-persecucion-absolutamente-politica/>

Duna, "A 5 anos de pena remitida fue condenado ex frentista por muerte de Jaime Guzman", 11/08/2014, <http://www.duna.cl/noticias/2014/08/11/a-5-anos-de-pena-remitida-fue-condenado-ex-frentista-por-muerte-de-jaime-guzman/>

Emol, "Ex frentista es condenado a cinco anos de libertad vigilada pro crimen de Jaime Guzman", 11/08/2014, <http://www.emol.com/noticias/nacional/2014/08/11/674388/ex-frentista-es-condenado-a-cinco-anos-de-libertad-vigilada-por-crimen-de-jaime-guzman.html>

La Tercera, "Caso Guzman : Corte rechaza prescripción parcial y condena a cadena perpetua a ex frentista", s. d., <http://diario.latercera.com/edicionimpresa/caso-guzman-corte-rechaza-prescripcion-parcial-y-condena-a-cadena-perpetua-a-ex-frentista/>